

"Ça commence à manquer de sérieux" dans Der Spiegel (2 août 1971)

Légende: En août 1971, en prévision de l'adhésion probable du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel décrit les difficultés rencontrées dans la redéfinition des liens entre la Communauté économique européenne (CEE) et l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; Herausgeber Engel K., Johannes; Gaus, Günter. 02.08.1971, Nr. 32; 25. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein KG. "Langsam unseriös", p. 65-66.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/ca_commence_a_manquer_de_serieux_dans_der_spiegel_2_aout_1971-fr-1cofdaa0-7c81-4163-bcc4-fd4foa938b65.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Ça commence à manquer de sérieux

Les commissaires et les ministres de la CEE se sont disputés au cours d'un «débat délirant» (d'après un fonctionnaire européen) sur les futures relations avec le reste de l'AELE.

Les émissaires de Berne et de Stockholm étaient déçus. Le lundi de la semaine dernière, les diplomates suisses et suédois avaient attendu pendant des heures le verdict des ministres de la CEE au Centre de conférences «Charlemagne» à Bruxelles. Puis, le mardi matin à trois heures, le ministre italien des Affaires étrangères, Aldo Moro, actuellement président des Six, leur avait annoncé d'une voix ensommeillée: «Pour l'instant, tout reste inchangé.»

La Suède et la Suisse, qui sont, avec l'Angleterre, les plus grands bénéficiaires de l'Association de libre-échange, l'AELE, espèrent, comme l'Autriche, le Portugal et la Finlande, que des accords seront bientôt conclus avec Bruxelles. La raison: le passage de la Grande-Bretagne, du Danemark et de la Norvège à la CEE réduit la zone de libre-échange à un «fantastique pot-pourri d'États ayant des problèmes différents» (ce sont les mots d'un diplomate suédois).

Les pays de l'AELE tronquée insistent dès lors à Bruxelles pour que le futur club des Dix assouplisse ses barrières douanières et commerciales.

Pour atteindre cet objectif, le chef du gouvernement de Stockholm, Olof Palme, a même proposé à la Communauté économique une participation de la Suède à la politique agricole pourtant économiquement dénuée de sens de la CEE, «y compris à ses aspects financiers». Certes, les Suédois, qui tiennent à une stricte neutralité, refusent tout ce qui pourrait ressembler à une communauté d'action avec la CEE en matière de politique commerciale ou étrangère. Mais une union douanière avec la CEE, espèrent-ils malgré tout, pourrait leur permettre de poursuivre tranquillement leurs relations commerciales avec leurs voisins nordiques, qui disparaîtront bientôt derrière les murs du Marché commun.

Les diplomates suisses, par contre, estiment que ce à quoi aspirent les Suédois est «impossible» pour leur propre pays. Certes, les négociateurs de Berne ont fait part à Bruxelles de leur intérêt pour une collaboration en matière de politique économique et monétaire, mais ils ont rejeté catégoriquement toute participation à la politique agricole coûteuse de la CEE.

Une union douanière avec la CEE est exclue pour les Suisses, puisque même une politique commune en matière d'échanges économiques extérieurs se heurterait déjà au dogme de neutralité de la Suisse. Ce que souhaitent les Bernois à Bruxelles, c'est la création d'une zone de libre-échange avec la CEE. Contrairement à l'union douanière, la zone de libre-échange permettrait à la Suisse de conserver sa totale indépendance en matière de politique commerciale vis-à-vis des «pays tiers». En revanche, dans une union douanière avec la CEE, Berne devrait prélever les mêmes droits de douane que la CEE dans ses relations avec les pays tiers.

Les commissaires de la CEE à Bruxelles avaient déjà discuté début juin des souhaits particuliers des pays neutres – parmi lesquels l'Autriche – sans parvenir à se mettre d'accord. Au contraire, à cette époque, aux dires de Ralf Dahrendorf, fonctionnaire européen, «la Commission de la CEE a cessé d'exister en tant qu'entité homogène». Les commissaires s'étaient querellés avec une telle véhémence que le Néerlandais Mansholt avait refusé de prendre part aux deux réunions suivantes, tant il était irrité.

Ensemble avec le Français Raymond Barre, Mansholt avait brossé un tableau sombre de l'avenir de la Communauté («La CEE est en train de sombrer») et il avait exigé que la politique douanière et la politique agricole des Six soient défendues face au reste de l'AELE. Selon Mansholt, la présence de barrières douanières devait punir les Suédois, les Suisses, les Autrichiens, les Portugais et les Finlandais pour leur refus de devenir des membres à part entière de l'espace économique de Bruxelles.

Le chef de la CEE, Malfatti, et son commissaire en charge des relations extérieures, Dahrendorf, objectèrent à la fronde de Mansholt qu'une CEE forte ne devait pas être mesquine sur les questions douanières. Mais si la Communauté était vraiment si faible, alors, selon Dahrendorf, «il ne valait pas la peine de la défendre».

Absurde apogée du «débat délirant» (ce sont les mots d'un haut fonctionnaire): l'Italien Altiero Spinelli, qui s'était prononcé en faveur d'une grande zone de libre-échange entre le reste de l'AELE et la CEE élargie, devint suspect aux yeux de Mansholt et de Barre: «Vous demandez pratiquement l'adhésion de la CEE à l'AELE.»

Les ministres de la CEE se montrèrent aussi indécis et divisés que les commissaires. En effet, les Allemands et les Italiens pensaient avoir clarifié suffisamment les relations avec les pays européens tiers avec la formule: «Soyez gentils avec vos voisins» (termes employés par un participant à la conférence). Les diplomates français furent plus précis. Ils exigèrent que la suppression des barrières douanières vis-à-vis de ces pays se limite au minimum. Les Néerlandais, enfin, se montrèrent totalement indifférents.

Après douze heures de débat, les six ministres reconnurent à trois heures du matin qu'ils n'avaient pas grand-chose de neuf à dire aux requérants qui attendaient. Un haut diplomate suisse à Bruxelles déclara peu après: «Ces réunions nocturnes à Bruxelles commencent à manquer de sérieux.»